

RELIGION

■ Le département des sciences religieuses de l'USJ rend hommage aux grandes figures du dialogue interreligieux, en accueillant sur son campus des théologiens internationaux pour un colloque de deux jours.



Antoine Messarra, Abdel-Majid el-Charfi, les pères Miguel Angel Ayuso Guixot et Aziz Hallak.

Colloque théologique international à l'USJ

Hommage aux grands rassembleurs

L'heure est à la mémoire sur le campus de l'Université Saint-Joseph. Des représentants des communautés religieuses libanaises se sont unis aux théologiens universitaires et aux acteurs de l'entente islamo-chrétienne à l'appel de la faculté des sciences religieuses, dans l'amphithéâtre Aboukhater du campus de l'USJ, rue de Damas. Les conférenciers y témoignent du travail des figures historiques et contemporaines du dialogue interreligieux au Liban et à l'étranger.

«La ligne de démarcation est aujourd'hui une ligne d'union», dit Sami Khalifeh, ingénieur physique et membre du comité de pilotage du colloque international sur le dialogue, en référence à la localité du campus de l'USJ, où certains bâtiments voisins rappellent les heures sombres du passé de la capitale. Le projet est né de l'initiative des étudiants de l'Institut d'études islamo-chrétiennes (IEIC), responsables pour le Gladic, Groupement libanais d'amitié islamo-chrétien, qui a engagé au cours de ces derniers mois une lutte active contre les discriminations et la rancœur entre les citoyens. Au cours du mois de mars, le Gladic avait, en cette même salle, réuni les lycéens de quatre établissements de plusieurs localités et confessions du pays pour une journée d'échanges.

Une initiative soutenue par le doyen de la Faculté des Sciences religieuses de l'USJ, le révérend père Salim Daccache s.j. qui

souhaite, grâce à ce colloque international, «dégager les bons éléments de l'Histoire, définir des modèles pour le Liban». Les discours ont porté sur les acteurs des confessions présentes au Liban, qui se sont en leur temps soulevés face aux folies guerrières par leur contestation pratique, du rejet de l'autre par l'édition d'un travail intellectuel de compréhension et de respect.

L'islamologue Abdel-Majid el-Charfi, ancien doyen de la faculté des lettres et sciences humaines de Tunis, et le père Maurice Borrmans, spécialiste français en relations islamo-chrétiennes, affirment la nécessité de réhabiliter le discours religieux en contrepois aux lacunes morales de la modernité qui, selon Charfi, «créer des déséquilibres au fur et à mesure que la spiritualité est délaissée». Borrmans témoigne pour sa part de «l'agressivité d'une certaine laïcité» à la française, au profit de valeurs matérialistes et consuméristes. C'est la réunion et le dialogue qui, selon eux, permettent «l'émergence et la défense d'idéaux communs, qu'ils soient relatifs à l'ordre civil ou aux manifestations d'une bienveillance sociale».

Ni blanc ni noir

Quel modèle brandir devant ceux qui, sous couvert d'intérêts divers, appellent à se passer du passé, sous prétexte qu'il est trop sombre? Celui et ceux qui ont combattu le rejet et l'ignorance dans lesquels baignaient leurs contemporains, affirment les confères-

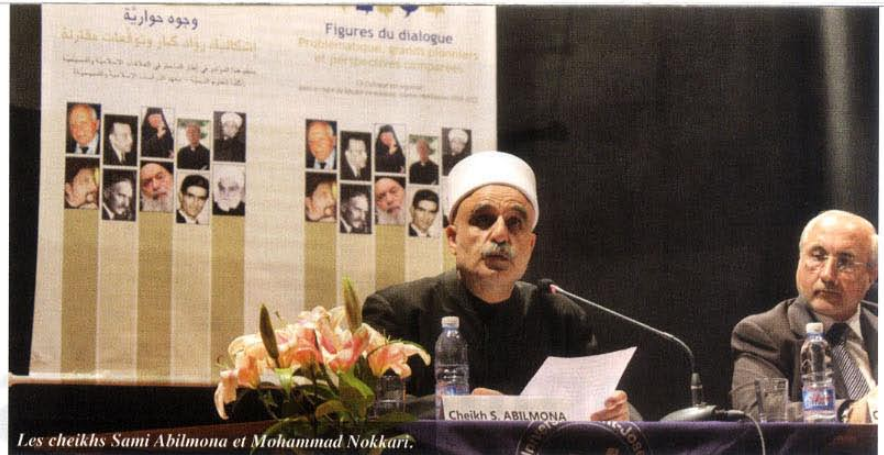
LE DIALOGUE ISLAMO-CHRÉTIEN



L'Institut supérieur des Sciences religieuses de l'USJ, devenu Faculté des sciences religieuses, a succédé en 1974 à la faculté centenaire de théologie au sein de l'Université. C'est en son sein qu'est fondé en 1977 le département d'études islamo-chrétiennes, alors que le pays est frappé par les affrontements. Le doyen de la Faculté, le père Salim Daccache s.j., espère, par le biais des initiatives de ses étudiants, «mettre en avant des modèles qui permettront d'éclaircir l'histoire tout entière du Liban, dans une période où le pluralisme est malmené, où la mémoire n'est pas purifiée, où une forme de rancœur est encore présente».



Sami Khalifeh.



Les cheikhs Sami Abilmona et Mohammad Nokkar.

ciers. En mettant en avant les hommes de foi et les théologiens, nommés Moussa Sadr ou Mohammad Mahdi Chamseddine, qui ont, de leur vivant, dépassé les clivages spirituels pour permettre à la communauté chiite de «participer aux fondations et de jouir des bienfaits de la République libanaise», rappelle le Dr Saoud el-Maoula, qui cosignait en 2004 l'appel de Beyrouth. Le Dr Mohammad el-Sammak rend hommage au travail de l'humaniste Soubhi el-Saleh et à l'action du leader sunnite Hassan Khaled qui, comme d'autres, a payé de sa vie son appel à l'union autour du Cèdre national.

«Les œuvres de Youakim Moubarak et Michel Hayek», chrétiens maronites ont, au cours de travaux «finalement peu connus», chacun de son côté, pointé du doigt la nécessaire reconnaissance mutuelle des prophètes, affirme le Dr Antoine Fleyfel. M^{re} Cyrille Boustros appelle aussi à la mémoire de Salim Ghazal, grec melkite catholique, professeur pionnier qui dispensait ses cours à des élèves de diverses confessions, en alternance avec un enseignant musulman. Maurice Borrmans, lors d'une seconde intervention, rappelle par la suite la vie de Louis Massignon, français converti au catholicisme qui a consacré sa vie au dialogue entre la chrétienté et l'islam dans des travaux qui ont notamment influencé la tenue du Concile Vatican II en 1962, date charnière de l'entente contemporaine entre les deux Eglises monothéistes.

Et maintenant on va où ?

Le cheikh Abilmona cite l'exemple de Fakhreddine, émir druze qui, au XVI^e siècle, accueillait les chrétiens d'Occident dans les montagnes du Chouf, leur permettant d'ouvrir des écoles, de développer des structures scientifiques et des industries. «Nous n'avons jamais été isolés des autres communautés, nos villes ne sont pas uniformes. La communauté druze ne soutient aucune confession. Elle veut vivre dans la liberté et la démocratie», dit-il.

Le colloque dresse même le portrait de figures encore actives, comme celle du Dr

Hicham Nachabé, qui se réunissait régulièrement en pleine période de guerre avec trois autres professeurs musulmans et chrétiens, pour préparer ce qui deviendra plus tard, en 1977, l'Institut d'études islamo-chrétiennes de l'USJ. Présent à une conférence, Nachabé rend hommage à ses collègues et amis, Augustin Dupré Latour et André Scrima, avec qui il se retrouvait pour discuter, dit-il, «sans savoir si chacun rentrerait vivant chez lui». «Il faut, la fin du

colloque approchant, se confronter aux suites pratiques à donner à de telles initiatives. Les discours scientifiques et historiques doivent passer «des élites au masses», affirme Aziz Hallak, président de l'institut d'études islamo-chrétiennes à l'USJ. «Nous ne pouvons pas tout confier à l'Etat», modère Antoine Messarra, Coordinateur au sein du Master en relations islamo-chrétiennes, membre du Conseil constitutionnel. «La démocratie est une charrette à deux roues. La société civile doit contribuer en permanence pour fournir le matériel».

L'universitaire Peter Gautschi est venu de Suisse, il explique la démarche de l'Etat helvète en matière d'éducation. Une discipline qui vise à réunir les jeunes élèves autour de personnalités du passé. Les étudiants dressent eux-mêmes les portraits de personnes ayant pris des positions opposées dans une conjoncture donnée, dans le cas de la Suisse c'est la collaboration ou la confrontation avec le nazisme. Un travail obligatoire qui permet aux jeunes «de questionner leur propre action, par rapport à celle de leurs contemporains», justifie le Dr Gautschi.

Reste à déterminer si les sphères décisionnelles sauront tirer les conclusions du colloque. Le doyen de la faculté, le père

TROIS QUESTIONS A ANTOINE MESSARRA



Pourquoi traiter des figures du dialogue ?

La notion de dialogue est à la mode en ce moment. Mais attention, le dialogue ne doit pas devenir un sport saisonnier. Ce doit être une démarche scientifique, historique et concrète, menée dans le but de donner des modes d'emploi pour le présent. Il ne s'agit pas de cogiter sur le dialogue, mais bien de «penser avec ses mains», comme le disait Denis de Rougemont.

N'est-ce pas à l'Etat de penser avec ses mains ?

Il y a chez les Libanais un rapport étonnant à l'Etat. Ils veulent une démocratie, et un Etat fort. Le peuple attend de l'Etat qu'il produise lui-même la mémoire. Certes, mais c'est à la société civile de lui fournir le matériel!

Que manque-t-il au Liban pour terminer le travail des figures du dialogue ?

Il manque du courage. Les nouvelles générations n'ont pas vécu les combats de la démocratie, de la résistance. Ils viennent à la démocratie comme consommateurs de droit. Or, le droit, il faut le défendre. Tout ce que nous avons dit lors de cette conférence, c'est à contre-courant. Mais quand les truites nagent à contre-courant, c'est plutôt signe de bonne santé.

Salim Daccache s.j., assure qu'une série de mesures éducatives seront dévoilées au cours des prochaines semaines. C'est aussi le souhait des autres orateurs du jour qui assurent, par leur présence, la perpétuation du travail de leurs prédécesseurs. D'une tradition tournée vers la nation libanaise, qui vivrait enfin devant les yeux de l'Occident et du monde arabe, dans une union sans complexe.

■ CYRIL FOURNERIS